
Financé
par l'Union européenne
et le Conseil de l'Europe



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

17 octobre 2017

PC-CP (2017) 17

STATISTIQUES PENALES ANNUELLES DU CONSEIL DE L'EUROPE (SPACE)
REUNION DES CORRESPONDANTS NATIONAUX SPACE II

(16-17 octobre 2017)

RÉSUMÉ

Document préparé par la DG I – Droits de l'Homme et État de droit, Conseil de l'Europe

La réunion des correspondants nationaux SPACE II s'est tenue les 15 et 16 octobre 2017 à Strasbourg avec 49 participants venant de 32 États membres du Conseil de l'Europe et représentant 33 administrations de probation. Cette réunion a été ouverte par Carlo Chiaromonte, Chef des Divisions du Droit Pénal et de l'Anti-Terrorisme, DG Droits de l'Homme et Etat de droit.

C'est la première fois que les correspondants nationaux SPACE II se rencontrent depuis le début de la collecte de données sur les mesures et sanctions appliquées dans la communauté (1999). L'objectif de la réunion était d'examiner et de vérifier les résultats de cette importante collecte de statistiques, basée sur les données provenant des services de probation d'États membres du Conseil de l'Europe au cours des sept dernières années en vue d'intensifier l'échange d'informations et de connaissances entre les correspondants nationaux SPACE II et l'équipe d'experts scientifiques de l'Université de Lausanne (Suisse), chargée de la collecte de ces données. La réunion visait en outre à aborder certains points fondamentaux liés à la méthodologie de la collecte, ainsi qu'à la conformité et à la comparabilité des données recueillies dans toute l'Europe.

La réunion a été organisée en plusieurs sessions plénières et ateliers au cours desquels les pays ont été divisés en cinq groupes.

L'objectif de la *première séance plénière* était de donner un aperçu de l'utilisation et de l'importance des données relatives à l'exécution des sanctions et mesures appliquées dans la communauté en Europe du point de vue d'un service de probation national (Irlande) et de l'Organisation européenne de la probation (CEP). Le Directeur du service de probation irlandais et le président du CEP ont tous deux réitéré leur intérêt pour le développement de l'utilisation de ces données qui contribuent à faire progresser le développement de la probation et la qualité des services dans les États membres. Les statistiques SPACE II permettent également de suivre ces évolutions en Europe, notamment la mise en œuvre des décisions cadre 2008/947/JHA relative au contrôle des mesures de probation et des sanctions alternatives et 2009/829/JHA relative aux mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire.

L'objectif du *premier atelier* était de discuter des améliorations possibles du questionnaire SPACE II. L'atelier a été ouvert par une présentation de Gerhard Ploeg de Norvège, qui a donné un exemple des difficultés qu'il rencontre lorsqu'il remplit le questionnaire. Les points principaux soulignés par Gerhard Ploeg concernaient la date de collecte des données (31 décembre), la définition des peines privatives de liberté partielle ou totale, assorties de probation, et du travail d'intérêt général, la difficulté de fournir le nombre de probationnaires par type de crime et le fait que la traduction systématique en français et en anglais rend le texte difficile à lire. La deuxième partie de l'atelier était une discussion de groupe, interactive et dynamique. Chacun des cinq groupes créés a été modéré par un membre de l'équipe SPACE. L'objectif de cette discussion de groupe était de débattre des difficultés rencontrées par chaque pays lorsque ceux-ci répondent au questionnaire et de la manière de les résoudre. Des lignes directrices suivant les parties respectives du questionnaire ont été utilisées. Les experts ont ainsi appris à connaître les particularités propres à chaque pays, ce qui permettra d'apporter des améliorations au questionnaire et à la qualité des réponses.

L'objectif de la *seconde séance plénière* était de présenter la pertinence du projet SPACE II du point de vue du Conseil de l'Europe. A cette occasion, Jaime Rodriguez Murphy a souligné que SPACE est un outil international reconnu et que depuis plusieurs années sa promotion tant au niveau national qu'international a été sensiblement renforcée par la tenue de conférences de presse à la date de la publication du rapport annuel. Il a ensuite décrit l'impact des rapports SPACE sur les médias (l'intérêt croissant pour les données publiées) et les perspectives

d'amélioration de leur diffusion future à l'échelle nationale et internationale. Puis, Iliana Taneva a présenté l'évolution du projet SPACE II et a rappelé le rôle joué par l'université de Lausanne pour préserver la collecte des données au milieu des années 2000, lors d'un problème de financement du Conseil de l'Europe. Elle a également souligné l'importance des données pour les travaux du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) ainsi que pour les travaux du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), pour la Cour européenne des droits de l'homme et pour le Commissaire aux droits de l'homme.

Cette session a été suivie d'un *deuxième atelier*, dont l'objectif était de discuter des séries longitudinales (2009-2015), réalisées par l'équipe de Lausanne sur la base des questionnaires reçus au fil des années. Son autre objectif était de passer en revue les réponses des services de probation au questionnaire spécifique relatif à l'étude longitudinale envoyé avant la réunion. Cette discussion s'est déroulée dans les cinq groupes mentionnés ci-dessus. L'équipe de Lausanne avait créé pour chaque pays un document intitulé « Probation et sanctions et mesures appliquées dans la communauté en Europe, 2017 (données pour 2015) » incluant toutes les données disponibles. Ainsi, il a été possible d'identifier les incohérences potentielles des données de même que les tendances observées, ce qui a permis de discuter de leurs explications potentielles. Une attention particulière a été accordée aux données concernant le stock (nombre de personnes prises en charge par les services de probation au 1^{er} septembre de chaque année), le flux d'entrées et de sorties prises en charges par les services de probation au cours de chaque année, l'interaction entre les flux et le stock, le personnel employé par les services de probation ou travaillant pour les services de probation, et les relations entre les évolutions des données provenant des services pénitentiaires et de probation. Cela a permis aux experts de mieux connaître les particularités de chaque pays et de trouver ou corroborer les explications potentielles des taux et évolutions observés.

Durant la *troisième séance plénière* (les besoins des correspondants nationaux), les correspondants nationaux ont été invités à exprimer leurs besoins potentiels en termes de données collectées dans les statistiques SPACE II (par ex : existe-t-il d'autres sanctions et mesures appliquées dans la communauté pour lesquelles des informations devraient être collectées ? Y a-t-il actuellement des éléments inclus dans le questionnaire qui ne sont pas nécessaires ?). L'équipe SPACE a également partagé avec les correspondants nationaux certaines difficultés inhérentes à la collecte et à l'analyse des données, en particulier des problèmes méthodologiques résultant de différentes interprétations du questionnaire.

Lors de la *quatrième séance plénière* (l'utilisation de SPACE II pour la recherche empirique), l'équipe SPACE a présenté deux exemples de recherches scientifiques menées à partir des données des rapports SPACE II. Le Dr Julien Chopin a présenté une recherche en cours portant sur la durée de la probation en Europe par rapport à celle observée aux Etats-Unis d'Amérique. Le Professeur Aebi a présenté une mise à jour (basée sur les données de 2015) de l'article publié l'an dernier dans la revue scientifique « *Punishment and Society* », qui étudiait le risque d'élargissement du filet pénal lors de l'utilisation des sanctions et mesures appliquées dans la communauté. L'objectif de la session était de fournir quelques exemples faisant état de la pertinence des données collectées pertinents pour la communauté scientifique.

L'objectif de la *dernière session* était de résumer toutes les informations recueillies au cours de la réunion et de présenter un aperçu des améliorations possibles au questionnaire SPACE II. L'équipe SPACE a également remercié les correspondants nationaux pour leurs efforts dans la collecte des données et leur a demandé d'envoyer les données manquantes nécessaires pour compléter la série longitudinale d'ici mi-novembre au plus tard, afin de pouvoir finaliser les rapports longitudinaux en temps utile.

Les points suivants ont été identifiés comme problématiques ou potentiellement problématiques :

- L'unité de compte : la grande majorité des pays peuvent fournir des données qui utilisent la personne comme unité de compte, mais quelques problèmes de double comptage peuvent survenir quand une personne est soumise à plus d'une décision de probation.
- Les alternatives à la détention provisoire avec prise en charge par les services de probation n'existent pas dans plusieurs pays
- L'existence de deux éléments distincts, l'un pour le contrôle électronique, l'autre pour l'assignation à résidence peut entraîner un double comptage, car dans la plupart des pays, l'assignation à résidence est prononcée en même temps que la surveillance électronique.
- Certaines personnes sont actuellement comptées à la fois dans la collecte de données SPACE I et SPACE II. En particulier, les deux éléments qui peuvent mener à ce problème de double comptage sont « Peine d'emprisonnement avec sursis total avec mise à l'épreuve » et « Peine d'emprisonnement assortie de sursis partiel avec mise à l'épreuve »
- La médiation pénale n'est pas placée sous la responsabilité des services de probation dans la grande majorité des pays et n'a donc pas besoin de figurer en tant qu'élément distinct dans le questionnaire.
- La définition de travail d'intérêt général (basée sur celle fournie par CM/Rec (2017) 3 du Conseil de l'Europe) est très large. Cet élément pourrait être redéfini ou subdivisé en différentes catégories.
- L'élément concernant l'effectif total du personnel ne devrait pas être utilisé comme indicateur de ratio entre probationnaires et personnel. Pour calculer cet indicateur, le questionnaire devrait inclure un nouvel élément distinct sous lequel serait indiqué le nombre de membres du personnel suivant effectivement les probationnaires. Un deuxième nouvel élément devrait être ajouté pour comptabiliser les congés maladie de longue durée, de maternité, d'éducation ou pour raisons familiales, aussi bien qu'une affectation temporaire à un autre service. L'examen combiné de ces deux éléments pourrait fournir une image plus précise du ratio personnel/probationnaires.
- La section indiquant le genre d'infraction pour laquelle la personne est sous probation devrait être améliorée par l'ajout d'une question concernant l'application de la règle de l'infraction principale. Le type d'infraction répertorié dans SPACE II ne doit pas nécessairement être le même que dans SPACE I (par exemple, les infractions routières devraient être ajoutés).
- Certains correspondants nationaux seraient intéressés d'avoir accès au rapport avant sa publication afin de vérifier une dernière fois les données fournies. Il a été convenu qu'une solution serait recherchée pour répondre à cette requête en temps utile avant la publication des rapports annuels SPACE.

Financé
par l'Union européenne
et le Conseil de l'Europe



COUNCIL OF EUROPE



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Appendix I

ORDRE DU JOUR

LUNDI 16 OCTOBRE 2017

09.30-10.00 : Discours d'ouverture

Carlo Chiaromonte, Chef des Divisions du Droit Pénal et de l'Anti-Terrorisme, Conseil de l'Europe

Pr Marcelo F. Aebi, Institut de criminologie et de droit pénal, Faculté de droit et des sciences criminelles, Université de Lausanne, Suisse

10.00-10.45 : Session 1 : *Sanctions et mesures appliquées dans la communauté en Europe*

- 1.1. La probation en l'Europe, Vivian Geiran, Président du PC-CP et directeur du service de probation irlandais
- 1.2. Le travail du CEP, Gery McNally, Président de l'Organisation européenne de la probation

10.45-11.00 : Pause-café

11.00-12.30 : Atelier 1 : *Amélioration du questionnaire SPACE II*

- 1.3. Gerhard Ploeg : La probation et l'enquête SPACE II en Norvège
- 1.4. Discussion en groupes

12.30-14.00 : Pause déjeuner

14.00-14.30 : Session 2 : *SPACE II et le Conseil de l'Europe*

- 1.5. SPACE dans les médias, Jaime Rodriguez Murphy, Conseil de l'Europe
- 1.6. SPACE pour le PC-CP et pour le Conseil de l'Europe, Iliana Taneva, Conseil de l'Europe

14.30-16.00 : Atelier 2: *Amélioration et explication des séries longitudinales de SPACE*

7. Discussion en groupes

16.00-16.30 : Pause-café

16.30-17.30 : Session 3: *Les besoins des correspondants nationaux*

8. Quels sont les besoins des correspondants nationaux et des autres parties prenantes qui les contactent ? Table ronde avec les correspondants nationaux

MARDI 17 OCTOBRE 2017

09.00-09.30 : Session 4 : L'utilisation de SPACE II pour la recherche empirique

9. Mesurer la durée de la probation, Dr Julien Chopin, Université de Lausanne
10. Sanctions et mesures appliquées dans la communauté et le risque d'élargissement du filet pénal, Pr Marcelo Aebi

09.30-10.30 : Atelier 3 : Les marches à suivre

11. Discussion en groupes

10.30-11.00 : Pause-café

11.00-12.30 : Session de Clôture

Discussion finale concernant les étapes ultérieures du projet SPACE

Liste des participants

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

ANDORRA / ANDORRE

Carles OFERIL PRECIADO

Sous-officier du Secteur de la santé, réinsertion et mineurs, Département des établissements pénitentiaires, Andorra la Vella

Jamaica ARTUÑEDO MOURIÑO

Chef des statistiques, Département des établissements pénitentiaires, Andorra la Vella

ARMENIA / ARMÉNIE

Arpine SARGSYAN

Leading Specialist, Department of Penitentiary and Anti-Corruption Policy-Making, Ministry of Justice, Erevan

AUSTRIA / AUTRICHE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Rashad ABBASOV

Adviser of the General Executive Department, Ministry of Justice, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Els SNEIDERS

Directeur-Coordinateur Maison de Justice, Koning Albert II, B-1030 Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

BULGARIA / BULGARIE

Nadya RADKOVSKA

Head of the Department for International Relations and Training of Staff, General Directorate Execution of Sentences, Ministry of Justice, Sofia,

CROATIA / CROATIE

Jana ŠPERO

Assistant Minister, Directorate for Prison Service and Probation, Ministry of Justice, Ulica grada Vukovara 49, 10 000 Zagreb,

CYPRUS / CHYPRE

Georgia IOANNOU

Statistics Officer A', Statistical Service of Cyprus, Nicosia,

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Michal KARBAN

Analyst, Probation and Mediation Service, Headquartes, Hybernska 18, 110 00 Prague 1,

DENMARK / DANEMARK

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

ESTONIA / ESTONIE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

FINLAND / FINLANDE

Tuomas LAURILA

Coordinator, Criminal Sanctions Agency, Central Administration Unit, Lintulahdenkuja 4, 00530 Helsinki,

FRANCE

Annie KENSEY

Chef du Bureau Etudes et Prospective, DAP/PMJ/PMJ5, Chercheur associée au CESDIP

Kévin D'OVIDIO

Démographe, Bureau des statistiques et des études, DAP/SDMe/Me5 – Ministère de la justice

GEORGIA / GÉORGIE

Ana BARISASHVILI

Specialist of the Department of International Relations and European Integration, Ministry of Corrections, 3 Sandro Euli Str., 0186 Tbilisi

GERMANY / ALLEMAGNE

Bert GOETTING

Dr, Division of Justice- and Consumer-Research, Criminology, Prevention and Justice Statistics, Federal Office of Justice, Adenauer Allee 99-103, D-53113 Bonn

GREECE / GRÈCE

Nikolaos POIMENIDIS

Deputy Prosecutor of the Court of Appeal of Pireus

HUNGARY / HONGRIE

Mihály SOMOGYVARI

Head of the Central Institute for Analytical Examination and Methodology, Hungarian Prison Service HQ, Steindl Imre utca 8, H-1054 Budapest

ICELAND / ISLANDE

Hafðís GUÐMUNDSDÓTTIR

Office Manager, Prison and Probation Administration, Austurströnd 5, 170 Seltjarnarnesi

IRELAND / IRLANDE

Supritha Rani SUBRAMANIAN

Statistician, Probation Service, Haymarket, Smithfield, Dublin 7, D07 WT27

ITALY / ITALIE

Alessandra VIVIANO

Officer, Department of Juvenile Justice and Probation, Ministry of Justice, Largo Luigi Daga 2, 00164 Rome

LATVIA / LETTONIE

Jurijs NIKIŠINS

Researcher at the Training and Research Unit, State Probation Service of Latvia, Tīnūžu str. 14-55, Riga

LIECHTENSTEIN

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

LITHUANIA / LITUANIE

Gabrielė LEŠČINSKIENĖ

Senior inspector of Probation Unit, Prison Department, Ministry of Justice, L.Sapiegos str. 1, 10312 Vilnius

Rita STARKUVIENĖ

Statistician, Administrative Unit, Prison Department, Ministry of Justice, L.Sapiegos str. 1, 10312 Vilnius

LUXEMBOURG

APOLOGISED/EXCUSÉ

MALTA / MALTE

APOLOGISED/EXCUSÉ

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ghenadie CEBAN

Interim Director, Analytical activity and external relations Directorate, National Probation Inspectorate, 1 V.Alecsandri Street, MD-2009, Chisinau,

MONACO

APOLOGISED/EXCUSÉ

MONTENEGRO

Aida BOJADŽIĆ

Advisor, Directorate for execution of criminal sanctions, Ministry of Justice, Vuka Karadžića street no 3, 81000 Podgorica

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Martine STEGINK

Probation Service, Probation Organisation «Reclassering Nederland», Postbus 8215, 3503 RE Utrecht § Vivaldiplantsoen 100, 3533 JE Utrecht

NORWAY / NORVÈGE

Gerhard PLOEG

Senior Adviser, Norwegian Directorate for Correctional Services, P.O. box 344, 2001 Lillestrøm

POLAND / POLOGNE

APOLOGISED/EXCUSÉ

PORTUGAL

APOLOGISED/EXCUSÉ

ROMANIA / ROUMANIE

Marian BADEA

R & D Service, Romanian National Probation Directorate

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Kirill KARTSEV

Chief specialist of international department of The Federal Penal Service, Ministry of Justice, Moscow

Anatoly RUDYY

First Deputy Director, Federal Penal Service

Aleksandra SAMARINA

Chief specialist, Federal Penal Service

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Maria Rita MORGANTI

Responsable Service Probation RMS, Secrétariat d'Etat pour la Justice

SERBIA / SERBIE

Dusanka GARIĆ

Head of Department for treatment and alternative sanctions, Administration for Enforcement of Penal Sanctions, Ministry of Justice, Nemanjina 22-26, 11000 Belgrade

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Simona SVETIN JAKOPIČ

Probation Department, Ministry of Justice, Župančičeva ulica 3, SI-1000 Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE

Enrique BALLANO RUBIO

Directeur Général Adjoint des Peines et des Mesures Alternatives, Secrétariat Général des Institutions Pénitentiaires C/Alcalá, 38, 28014 Madrid

Eulalia LUQUE

Head of the Department of Planning and Strategic Projects, Directorate General of Penitentiary Services of Catalonia, Aragón, 332, 08009 Barcelona

SWEDEN / SUÈDE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

SWITZERLAND / SUISSE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L’EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”

Jasmenka DONCHEVSKA

Head of Sector and Space National correspondent, Directorate for Execution of Sanctions, Ministry of Justice, Street Dimitrie Cupovski n°9, 1000 Skopje

TURKEY / TURQUIE

Pelin DALKILIÇ

Social worker, Department of Probation, Ministry of Justice, Adalet Bakanlığı Gazi Ek Bina Konya Yolu No: 70 Kat: 15 06330 Beşevler, Ankara

UKRAINE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Tamas BORBELY (**England and Wales**)

Head of Operational Statistics, Prison and Probation Analytical Services, 102 Petty France London SW1H 9AJ

Elizabeth FRASER (**Scotland**) **APOLOGISED/EXCUSÉ**

Scottish Government Justice Analytical Services, Justice Analytical, 1F South, Victoria Quay, Edinburgh EH6 6QQ

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Prof. Dr. Marcelo F. AEBI

Vice-directeur, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne, Sorge - BCH, CH-1015 Lausanne, Suisse

Léa BERGER-KOLOPP

Chargée de recherches, Unité de criminologie, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne, Sorge - BCH, 1015 Lausanne, Suisse

Christine BURKHARDT

Doctorante FNS en criminologie, Collaboratrice de recherche, Ecole des Sciences Criminelles, Université de Lausanne, Sorge - BCH, 1015 Lausanne, Suisse

Julien CHOPIN

Docteur en criminologie, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne, Sorge - BCH, 1015 Lausanne, Suisse

Claudia CAMPISTOL

Assistante-doctorante en criminologie, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne, Sorge - BCH, 1015 Lausanne, Suisse

CONFEDERATION OF EUROPEAN PROBATION (CEP) / ORGANISATION EUROPÉENNE DE LA PROBATION (CEP)

Gerry MCNALLY

President of the CEP, the Probation Service, Clive House, Haymarket, Smithfield, Dublin 7, D07 WT27, Ireland

COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE (PC-CP)

Vivian GEIRAN

Chair of the PC-CP, Director Probation Service HQ, Clive House, Haymarket, Smithfield, Dublin 7, D07 WT27, Ireland

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jaime RODRIGUEZ MURPHY

Media officer, Spokesperson / Agent de presse, Porte-parole

DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I

HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME DIRECTORATE

DROITS DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Carlo CHIAROMONTE

Head of Division / Chef de Division

Secretary to the CDPC / Secrétaire du CDPC

Ilina TANEVA
Secretary to the PC-CP / *Secrétaire du PC-CP*

Christine COLEUR
Assistant / *Assistante*

Sylvie ELTER
Assistant / *Assistante*

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Nicolas GUITTONNEAU
Chloé CHENETIER
Maryline NEUSCHWANDER